**Modèle de délibération***(à adapter)*

Séance du *(jour / mois / année)*

L’an deux mil …, le *(jour en chiffres)* du mois *(mois en toutes lettres)* à *(heure en toutes lettres)*, se sont réunis dans le lieu ordinaire de leurs séances les membres du *Conseil Municipal* de la Commune de*(préciser)* */Comité Syndical/Conseil Communautaire* de *(préciser)* sous la présidence de *Monsieur/Madame* *(Prénom et Nom)*, *Maire/Président* de *(préciser)* dûment convoqués le *(préciser la date).*

**Présent(s)** : *(liste des élus présents)*

Formant la majorité des membres en exercice.

**Procuration** : *(liste des élus représentés)*

**Absent(s) excusé(s)** : *(liste des élus absents)*

**Le secrétariat a été assuré par : *(Nom et Prénom de la personne)***

|  |  |
| --- | --- |
| Nombre de Membres en exercice : |  |
| Nombre de Membres présents : |  |
| Nombre de suffrages exprimés : |  |
| Votes Pour : |  |
| Votes Contre : |  |
| Abstention : |  |

N° 20…/………

Objet : ***Dérogation initiale / Renouvellement de la dérogation* aux travaux réglementés en vue d’accueillir des jeunes mineurs âgés d’au moins 15 ans et moins de 18 ans enformation professionnelle**

Monsieur le Maire/Président expose :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le code du travail et notamment ses articles L.4121-3, L.4153-8 et L.4153-9,

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l’hygiène et à la sécurité au travail ainsi qu’à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et leurs établissements publics,

Vu l’évaluation ou l’actualisation des risques consignés dans le document unique d’évaluation des risques professionnels de *la commune/l’établissement public* mis à jour,

Vu les actions de prévention visées aux articles L.4121-3 et suivants du code du travail,

Vu les autres obligations visées à l’article R.4153-40 du code du travail,

*Cas d’une délibération initiale :*

*Considérant que la formation professionnelle permet aux jeunes mineurs âgés d’au moins 15 ans et de moins de 18 ans d’acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une collectivité territoriale ou dans un établissement public en recevant,*

*Considérant que ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises,*

*Considérant l’évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs consignés dans le document unique d’évaluation des risques professionnels et la mise en œuvre des actions de prévention, visées aux articles L.4121-3 et suivant du code du travail ainsi que les autres obligations visées à l’article R.4153-40 du même code,*

*Cas de renouvellement :*

*Vu la délibération initiale n° XX du XX permettant à compter du (date) aux jeunes âgés d’au moins quinze ans et de moins de dix-huit ans en formation professionnelle d’effectuer des travaux dits « réglementés »,*

*Considérant l’intérêt de poursuivre le dispositif de dérogation aux travaux réglementés,*

*Considérant qu’il convient de renouveler la délibération portant dérogation au moins tous les trois ans,*

Après en avoir délibéré, l’organe délibérant, à la majorité :

DÉCIDE d’autoriser le recours aux jeunes âgés d’au moins quinze ans et de moins de dix-huit ans en formation professionnelle pour effectuer des travaux dits « réglementés » et de déroger ainsi aux travaux interdits en vue d’accueillir ces jeunes mineurs à compter de la date de la présente délibération,

DÉCIDE que la présente délibération concerne le secteur d’activité (à préciser) du service ou de l’atelier XX de la collectivité/établissement public,

DÉCIDE que le/la (nom de l’entité territoriale d’accueil), situé(e) à (adresse/code postal/ville) et dont les coordonnées sont les suivantes (courriel et téléphone) est l’autorité territoriale accueillant les jeunes mineurs amenés à effectuer des travaux dits « réglementés »,

DÉCIDE que la présente délibération est établie pour trois ans et pourra être renouvelée selon la même procédure,

DIT que l’autorité territoriale exigera, avant toute affectation, la délivrance d'un avis médical relatif à la compatibilité de l'état de santé de chaque jeune avec l'exécution des travaux faisant l’objet de dérogation. Cet avis médical sera délivré chaque année soit par le médecin du travail, soit par le médecin chargé du suivi médical des élèves et des étudiants ou des stagiaires de la formation professionnelle,

DIT que l’autorité territoriale d'accueil, préalablement à son affectation, informera le jeune, par tous moyens, sur les risques pour sa santé et sa sécurité et les mesures prises pour y remédier. Elle lui dispensera la formation à la sécurité correspondante en s'assurant qu'elle est adaptée à son âge, son niveau de formation et son expérience professionnelle,

DIT que les travaux sur lesquels portent la présente délibération de dérogation, les formations professionnelles concernées, les lieux de formation connus et les qualités et fonctions des personnes chargées d’encadrer les jeunes pendant ces travaux figurent en annexe 1 et que , le cas échéant, les machines mentionnées à l' article D. 4153-28 du code du travail dont l'utilisation par les jeunes est requise pour effectuer ces travaux et, en cas d'exécution de travaux de maintenance, les travaux en cause et les équipements de travail mentionnés à l'article D. 4153-29 du même code seront précisés en annexe 2,

DIT que chaque chantier faisant l’objet de la dérogation fera l’objet d’une convention avec l’organisme de formation précisant les modalités,

DIT que la présente délibération de dérogation sera transmise pour information aux membres de la formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et des conditions de travail ou, par défaut, du comité social territorial, et adressé concomitamment, par tout moyen conférant date certaine, à l’agent chargé des fonctions d’inspection compétent.

AUTORISE l’autorité territoriale ou son représentant à signer tout document relatif à ce dispositif.

Fait et délibéré en séance

le …………………………

Le Maire/Le Président

Publiée le : ……………

Transmise au Représentant de l’État le : ……………

Monsieur le Maire/Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu’il peut faire l’objet d’un recours auprès du Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de deux moins à compter de sa publication et sa transmission aux services de l’État. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr/).

**Annexe 1**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Source du risque | Travaux réglementés soumis à la déclaration de dérogation | Lieux de formation | | |  | Intitulé des formations professionnelles ou des métiers concernés par les travaux réglementés | Qualité et fonction des personnes encadrant les jeunes pendant l’exécution des travaux réglementés |
| Locaux de l’administration | Chantier extérieur \*\* | Si locaux différents, préciser l’adresse |  |
| 1 | Activité | D.4153-17 – Travaux impliquant la préparation, l’emploi, la manipulation ou l’exposition à des agents chimiques dangereux définis aux articles R.4412-3 et R.4412-60 | 🞏 | 🞏 | 🞏 : |  |  |  |
| 2 | Activité | D.4153-18\* – Opérations susceptibles de générer une exposition à un niveau d’empoussièrement de fibres d’amiante de niveau 1 ou 2 tel que le défini l’article R.4412-98 | 🞏 | 🞏 | 🞏 : |  |
| 3 | Équipement de travail | D.4153-21\* – Travaux exposant aux rayonnements ionisants requérant un classement en catégorie B au sens de l’article R.4451-57 | 🞏 | 🞏 | 🞏 : |  |
| 4 | Équipement de travail | D.4153-22\* – Travaux susceptibles de les exposer à des rayonnements optiques artificiels mettant en évidence la moindre possibilité de dépassement des valeurs limites d’exposition définies aux articles R.4452-5 et R.4452-6 | 🞏 | 🞏 | 🞏 : |  |
| 5 | Milieu de travail | D.4153-23 – Interventions en milieu hyperbare au sens de l’article R.4461-1, classe I, II, III | 🞏 | 🞏 | 🞏 : |  |
| 6 | Équipement de travail | D.4153-27 – Conduite d’équipements de travail mobiles automoteurs et d’équipements de travail servant au levage | 🞏 | 🞏 | 🞏 : |  |
| 7 | Équipement de travail | D.4153-28 – Travaux impliquant l’utilisation ou l’entretien :  1° des machines mentionnées à l’article R.4313-78, quelle que soit la date de mise en service  2° des machines comportant des éléments mobiles concourant à l’exécution du travail qui ne peuvent pas être rendus inaccessibles durant leur fonctionnement | 🞏 | 🞏 | 🞏 : |  |
| 8 | Équipement de travail | D.4153-29 – Travaux de maintenance lorsque ceux-ci ne peuvent pas être effectués à l’arrêt, sans possibilité de remise en marche inopinée des transmissions, mécanismes et équipements de travail en cause | 🞏 | 🞏 | 🞏 : |  |
| 9 | Équipement de travail | D4153-30 – Travaux en hauteur nécessitant l’utilisation d’Équipement de Protection Individuelle (EPI) | 🞏 | 🞏 | 🞏 : |  |  |  |
| 10 | Équipement de travail | D.4153-31 – Montage et démontage d’échafaudages | 🞏 | 🞏 | 🞏 : |  |  |  |
| 11 | Équipement de travail | D.4153-33 – Travaux impliquant les opérations de manipulation, de surveillance, de contrôle et d’intervention sur des appareils à pression soumis à suivi en exercice en application de l’article L.557-28 du code de l’environnement | 🞏 | 🞏 | 🞏 : |  |
| 12 | Milieu de travail | D.4153-34  1° Visite, entretien et nettoyage de l’intérieur des cuves, citernes, bassins, réservoirs  2° Travaux impliquant des opérations dans un milieu confiné notamment les puits, conduites de gaz, canaux de fumée, égouts, fosses et galeries | 🞏 | 🞏 | 🞏 : |  |
| 13 | Activité | D.4153-35 – Travaux de coulée de verre ou de métaux en fusion et de les admettre de manière habituelle dans les locaux affectés à ces travaux | 🞏 | 🞏 | 🞏 : |  |

\* soumis à Valeur Limite d’Exposition Professionnelle (VLEP)

\*\* agricole, forestier, BTP, tout site extérieur pour un travail temporaire (si les adresses ne sont pas connues au moment de la déclaration, elles seront alors tenues à disposition de l’ACFI)

**Annexe 2**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Équipements de travail concerné par la déclaration** (c’est-à-dire visés par la réglementation rappelée en préambule) | | |
|  | Nature des travaux nécessaires aux formations professionnelles indiquées en annexe 1 | Nom 1 des équipements de travail | Observations éventuelles |
| 1 |  |  |  |
| 2 |  |  |  |
| 3 |  |  |  |
| 4 |  |  |  |
| 5 |  |  |  |
| 6 |  |  |  |
| 7 |  |  |  |
| 8 |  |  |  |
| 9 |  |  |  |
| 10 |  |  |  |
| 11 |  |  |  |
| 12 |  |  |  |
| 13 |  |  |  |
| 14 |  |  |  |
| 15 |  |  |  |
| 16 |  |  |  |
| 17 |  |  |  |
| 18 |  |  |  |
| 19 |  |  |  |
| 20 |  |  |  |
| 21 |  |  |  |
| 22 |  |  |  |
| 23 |  |  |  |
| 24 |  |  |  |
| 25 |  |  |  |
| 26 |  |  |  |
| 27 |  |  |  |
| 28 |  |  |  |
| 29 |  |  |  |
| 30 |  |  |  |
| 31 |  |  |  |
| 32 |  |  |  |
| 33 |  |  |  |
| 34 |  |  |  |
| 35 |  |  |  |
| 36 |  |  |  |
| 37 |  |  |  |
| 38 |  |  |  |
| 39 |  |  |  |
| 40 |  |  |  |
| 41 |  |  |  |
| 42 |  |  |  |
| 43 |  |  |  |
| 44 |  |  |  |
| 45 |  |  |  |
| 46 |  |  |  |

1 Exemples : presse plieuse, pont élévateur pour véhicules, roto-broyeur…

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Interventions en milieu de travail hyperbare** D.4153-23 | | |
|  | Nature des travaux nécessaires aux formations professionnelles indiquées en annexe 1 | Types de milieu hyperbare, valeur de pression (hectopascals) et durée des interventions (h) | Observations |
| 1 |  |  |  |
| 2 |  |  |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Travaux en milieu de travail confiné ou cuves, réservoirs** D.4153-34 | | |
|  | Nature des travaux nécessaires aux formations professionnelles indiquées en annexe 1 | Types de milieu confiné ou cuves et durée des interventions (h) | Observations |
| 1 |  |  |  |
| 2 |  |  |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Activités impliquant l’exposition à des Agents Chimiques Dangereux (ACD), voire Cancérogènes, Mutagènes et Toxiques pour la reproduction (CMR)** D.4153-17 | | |
|  | Nature des travaux nécessaires aux formations professionnelles indiquées en annexe 1 | Nom des ACD et marque ou distributeur\* | Observations |
| 1 |  |  |  |
| 2 |  |  |  |

\* Information disponible sur l’étiquette du contenant ou sur la Fiche de Données Sécurité (FDS) + existence de VLEP réglementaire

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Activités impliquant l’exposition à l’amiante** D.4153-18 | | | |
|  | Nature des travaux nécessaires aux formations professionnelles indiquées en annexe 1 | Type de matériau amianté\* | Niveau d’empoussièrement prévu (fibres/litre) | Observations |
| 1 |  |  |  |  |
| 2 |  |  |  |  |
| 3 |  |  |  |  |
| 4 |  |  |  |  |
| 5 |  |  |  |  |

\* Calorifugeage, béton hydrofuge, garniture de freins amiantés…